

## Chronique de la gauche de la gauche

# Recompositions à gauche de la gauche

Deux événements sont au centre des débats de la gauche de la gauche en ce mois de novembre: la rupture à la gauche du parti socialiste avec le départ de Jean-Luc Mélenchon et de Marc Dolez et la création annoncée d'un nouveau parti politique; les élections européennes de juin 2009. Cette conjonction n'est pas un hasard. Dans la mémoire militante, les échéances européennes renvoient en effet à la période heureuse de l'unité et du succès au référendum de 2005. D'où une série de prises de position et d'initiatives, allant bien au-delà des réflexions sur les formes du regroupement à gauche de la gauche, qui ont très largement occupé les esprits depuis la déconvenue de l'élection présidentielle.

LOUIS WEBER

De façon un peu paradoxale, ce sont les votes internes au parti socialiste en vue de son congrès de Reims, bien plus que les débats pourtant intenses au sein de la gauche de la gauche, qui ont donné un coup d'accélérateur aux réflexions (un peu) et aux tentatives de regroupement (beaucoup) à gauche du parti socialiste. Le départ du Parti socialiste de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez pour créer un nouveau parti<sup>1</sup>, le Parti de gauche, à la suite de la victoire (relative) de la motion de Ségolène Royal lors des votes préparatoires au congrès, a joué comme un élément déclencheur. Ce geste politique, rendu public le 7 novembre 2008, a provoqué immédiatement une avalanche de réactions dans les diverses composantes de la « gauche de gauche »: partis, collectifs, etc.

Pourquoi cette rupture, à ce moment-là, avant même le congrès et les élections pour la direction du PS? Pour

1. Communiqué de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. Un nouveau parti pour la gauche! Ça suffit comme ça! Voir: <http://www.jean-luc-melenchon.fr/?p=637>

Jean-Luc Mélenchon, « la gauche du parti (socialiste) a mené une belle campagne. Elle a fait 19 %. Mais dans les congrès précédents, elle faisait plus de 40 %. C'est une division par deux. [...] Dès lors la gauche du parti est dans l'incapacité de peser sur l'orientation du parti. En particulier sur la question centrale des alliances<sup>2</sup> ». Ce qui fait directement référence aux tentatives d'accords avec le centre qui, avec plus ou moins de bonne foi selon les déclarations des uns et des autres, ont constitué une des lignes de fracture interne majeures dans les débats du congrès de Reims et dans sa préparation.

Une deuxième cause d'accélération des processus au sein de la gauche de la gauche est la préparation des élections européennes de 2009. Ici, en tout cas pour Jean-Luc Mélenchon, c'est « le parti communiste qui a donné le signal avec la position qu'a prise son Conseil national<sup>3</sup> ». Ce dernier a adopté une résolution le 24 octobre 2008 qui précise notamment que « le Parti communiste français prend l'initiative de lancer un appel aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité, qui partagent de tels objectifs et se reconnaissent dans cette démarche. Il s'adressera dans la plus grande transparence aux interlocuteurs concernés : travaillons ensemble à favoriser auprès de nos concitoyennes et de nos concitoyens l'expression des convergences les plus larges autour de ces exigences de changements ! Travaillons ensemble à créer la dynamique politique de gauche qu'appelle aujourd'hui la situation faite à notre peuple et aux peuples en général ! Ces convergences devraient se refléter tant dans des propositions communes audacieuses, dans des initiatives publiques, que dans la composition des listes – jusques et y compris dans le choix des têtes de listes<sup>4</sup> ».

2. Interview de Jean-Luc Mélenchon, *L'Humanité*, 12 novembre 2008.

3. *Ibid.*

4. Le texte de la résolution est sur le site du PCF : <http://www.pcf.fr/spip.php?article3186>

## Une rupture attendue

Cela n'aurait pas grand sens évidemment d'affirmer que ce départ était prévisible (ou qu'il ne l'était pas !). Ce qui est sûr, c'est que Jean-Luc Mélenchon était devenu un partenaire obligé dans toutes les initiatives de la gauche de la

gauche, plus particulièrement depuis la campagne du référendum de 2005. Ce qui le distinguait des autres dirigeants du parti socialiste, y compris de ceux avec qui il faisait alliance dans les débats internes. Cette proximité était plus nette avec le parti communiste, dont il partage la croyance en la pertinence de « la forme politique « parti » ». « Le PCF tend la main à Mélenchon et Dolez », annonçait d'ailleurs le *Journal du Dimanche* sur son site dès le 8 novembre. Mais l'écho est aussi très fort chez les membres des collectifs unitaires pouvant, à travers leur propre itinéraire politique, partager avec Jean-Luc Mélenchon « l'idéal jaurésien de république sociale »<sup>5</sup> et vouloir avec lui « un parti résolument républicain, défendant sans concession la souveraineté du peuple, la laïcité des institutions ». Le MARS-Gauche Républicaine annonçait dès le 12 novembre avoir décidé de « s'associer à la fondation du nouveau parti de gauche »<sup>6</sup>, notamment parce que « nous partageons beaucoup des convictions républicaines de ces deux responsables politiques ».

Sans partager nécessairement ce point de vue, la minorité Unir de la LCR notait dès le 7 novembre 2008 que « Dolez et Mélenchon ouvrent ainsi la voie à une possible redistribution des cartes sur le champ politique. [...] Du côté des forces de transformation, il serait d'une tragique irresponsabilité de laisser passer cette occasion de bousculer les routines et les engluements, de révolutionner la physiologie de la gauche pour les prochaines années, d'y changer les rapports de force, d'y battre les tenants du social-libéralisme. [...] Nous avons, pour ce qui nous concerne, notre feuille de route: ouvrir grand la porte qui vient de s'entrebâiller!<sup>7</sup> ».

Dans cet ensemble, le NPA occupe une place à part. *Rouge* ne manque pas de relever dans les déclarations de Jean-Luc Mélenchon que le Parti de gauche sera « un parti gouvernemental capable, avec d'autres, d'entraîner la société au service d'un projet majoritaire ». Ce qui est évidemment agiter d'emblée le chiffon rouge de « la possibilité de gouverner demain avec ceux que Mélenchon vient de quitter ». *Rouge* reprend aussi la critique habituelle de la LCR à propos de *Die Linke* en Allemagne, avec le soupçon que ce parti se contente en fait de vouloir « la cogestion des

5. Pour une analyse plus complète des références idéologiques de Jean-Luc Mélenchon et de son mouvement Pour une République sociale, voir: L. Weber, « Variations sur la "force nouvelle" », revue *Savoir/Agir*, n° 2, décembre 2007.

6. <http://www.mars-gr.fr/spip.php?article100>

7. Christian Piquet, « Dolez et Mélenchon rompent à gauche », *Unir*, 7 novembre 2008. Voir: <http://www.unir.asso.fr/2008/11/07/congres-socialiste-dolez-et-melenchon-rompent-a-gauche/>

grandes institutions de la bourgeoisie ». Le journal ne croit donc pas que le nouveau parti partage avec le NPA l'idée de « transformation révolutionnaire de la société ». Ce qui fait de « solides divergences » qui ne devraient pas empêcher *a priori* « une alliance aux élections européennes ». Le NPA est en effet prêt à ouvrir « des discussions, sur la base d'un *plan d'urgence*, dans le but de constituer des listes de rassemblement anticapitalistes aux élections européennes, en France »<sup>8</sup>. Le vocabulaire a ici un sens, être anticapitaliste ne se confond pas aux yeux du NPA avec être antilibéral<sup>9</sup>. Au-delà des mots, on renvoie toujours à « l'indépendance absolue avec toutes les forces qui mettent en œuvre les politiques gouvernementales et européennes de destruction des acquis et des droits sociaux ». Ce qui dans les faits laisse peu d'espace à des listes communes et peut donc être interprété comme les prémices d'une future décision de faire liste à part<sup>10</sup>.

### **Les élections européennes, occasion de faire exister la gauche de gauche ?**

Toutes ces forces ont en commun le fait qu'elles considèrent les élections européennes de juin 2009 comme un moment d'affirmation et, pour les plus optimistes, de consolidation d'une force de gauche voulant rompre avec le capitalisme. La perspective de ce scrutin a sans doute constitué, pour les initiateurs du Parti de gauche, un facteur de rupture avec le parti socialiste, avec lequel les désaccords sur l'Europe promettaient d'être de plus en plus profonds après le succès même relatif de la motion de Ségolène Royal. Il est tout aussi probable que l'élection, au bout du compte, de Martine Aubry ne changera pas grand-chose à ce pronostic.

Il faut tenir compte aussi du fait qu'il y a, par nature en quelque sorte, un lien entre élections européennes et situation politique dans les autres pays membres. Gagner des sièges au parlement européen, c'est aussi pouvoir espérer, avec l'apparition de partis à gauche de la social-démocratie, comme *Die Linke* en Allemagne, un groupe parlementaire suffisamment fort pour peser sur la complicité traditionnelle entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates

8. Frédéric Borrás, « Le baptême du Parti de gauche », *Rouge*, n° 2275, 21 novembre 2008.
9. Voir à ce sujet l'interview d'Alain Krivine dans *Savoir/Agir*, n° 4, septembre 2008.
10. Cela a été le cas en 1999 et en 2004. La LCR a présenté une liste commune avec LO, qui a obtenu cinq élus en 1999 mais aucun en 2004. Il faut cependant noter que les cinq élus de 1999 ont adhéré au groupe parlementaire présidé par Francis Wurtz, élu du PCF.

au Parlement européen. Ce qui en retour peut conduire à des constructions politiques durables au niveau européen. Malgré ses réticences historiques pour les montages supranationaux, le PCF a fini par franchir le pas avec la fondation du Parti de la gauche européenne en 2004<sup>11</sup>. Mais le Parti socialiste européen est nettement plus ancien, de même au demeurant que le Parti populaire européen<sup>12</sup>.

Le parti communiste a donc des relations privilégiées avec *Die Linke*, membre comme lui du Parti de la gauche européenne. L'intérêt de Pour la République sociale (PRS), l'association animée par Jean-Luc Mélenchon, pour l'expérience allemande est tout aussi ancien. Cette expérience n'est pourtant transposable qu'au prix d'une sérieuse adaptation. *Die Linke* est en effet le résultat de la fusion de deux partis : le Parti de gauche (*Linkspartei*), dernière forme de l'ancien parti socialiste unifié (en fait, communiste) d'Allemagne de l'Est, resté influent dans cette partie du pays et le WASG (alternative pour le travail et la justice sociale), fondé par divers militants politiques et syndicaux et surtout influent à l'ouest du pays. Même le rôle d'Oskar Lafontaine, qui sert beaucoup de référence à Jean-Luc Mélenchon, a été différent : il a quitté le parti social-démocrate pour adhérer à la WASG bien après la création de ce parti.

En France, plusieurs partis se situent à gauche du parti socialiste. Ce qui, accessoirement, peut expliquer le choix du nom du nouveau parti (Parti de gauche et non La gauche, comme en Allemagne, où ce label n'est revendiqué par aucune autre force politique). C'est pourquoi seul « l'état d'esprit » allemand serait transposable. « En France, il n'est pas envisageable aujourd'hui d'exiger des organisations qu'elles se dissolvent. Par exemple, la principale force organisée de l'autre gauche est et reste le parti communiste. On ne peut pas lui demander de se saborder. De même pour le NPA en construction. Il faut donc passer par une formule de "front de gauche" »<sup>13</sup>

La stratégie d'ouverture des listes du PCF, qui est le seul à avoir des députés européens actuellement, n'est pas nouvelle. En 1999, la liste conduite par le secrétaire général d'alors, Robert Hue, était largement ouverte à des non communistes. En 2004, les relations à gauche de la gauche avaient changé, notamment depuis l'expérience (plutôt

11. Avec, signe de ces réticences, un vote à bulletin secret qui a vu 25 % des adhérents se prononcer contre cette création.
12. C'est le traité de Maastricht de 1992 qui prévoit la création de partis politiques européens. Le PSE est fondé la même année mais il prend la suite de regroupements de même nature existant depuis... 1957. Le Parti populaire européen a été fondé en 1976 sur une base fédéraliste. C'est la raison pour laquelle le RPR français n'y adhéra qu'en 1999.
13. Interview de Jean-Luc Mélenchon, *L'Humanité*, 12 novembre 2008.

14. Pour une histoire militante de cette période, on pourra consulter le site, très gauche de gauche : <http://www.la-gauche-cactus.fr/>. Le site (en plusieurs langues) <http://bellacio.org/fr/remplit> une fonction analogue. Par ailleurs le site [http://cncu.fr/des\\_collectifs\\_unitaires\\_ex\\_collectifs\\_antiliberaux](http://cncu.fr/des_collectifs_unitaires_ex_collectifs_antiliberaux) est une source d'information très utile pour l'ensemble des informations relatives à la gauche de la gauche.
15. « La campagne électorale doit surmonter le risque d'atomisation suscité par le mode de scrutin, en se déroulant dans les faits, non circonscription par circonscription, mais, tous candidats et candidates réunis, à l'échelle du pays tout entier. » Résolution du Conseil national du 24 octobre 2008, *op. cit.*
16. Francis Wurtz, Rapport au Conseil national du 19 novembre 2008.
17. Jusqu'en 1999, il y avait une circonscription nationale unique, ce qui donnait un quotient électoral d'environ 1,3 % et par exemple six élus à la liste du PCF en 1999 pour moins de 7 % des suffrages (et cinq élus à la liste LCR-LO avec 5,18 %). Depuis 2004, il y a sept circonscriptions en métropole et une dans les DOM-TOM. Le nombre de sièges va de six (Massif central/Centre) à 14 en Île-de-France. Cela augmente considérablement le prix du ticket d'entrée, ce

réussie) des élections régionales de 2004 avec deux têtes de liste, Marie-George Buffet, communiste, et Claire Villiers pour Alternative citoyenne, un regroupement de militants principalement associatifs qui, par sa composition, préfigurerait d'une certaine façon les collectifs qui allaient se développer avec le référendum de 2005<sup>14</sup>. La direction nationale du parti communiste aurait voulu constituer les listes pour les européennes de façon semblable, y compris en laissant des têtes de listes à ses partenaires. Mais les fédérations départementales concernées, à qui la direction avait confié le soin de conduire la campagne dans les circonscriptions, ne l'ont pas entendu de cette oreille, sauf en Île-de-France, et ont constitué généralement des listes conduites par des membres du PCF. D'où des conflits et un désenchantement dont on retrouvera les traces au cours des débats sur la candidature à l'élection présidentielle de 2007.

Cette année, la résolution du Conseil national reprend la même approche de « rassemblement » qu'en 2004 mais en serrant les boulons par une campagne nationale.<sup>15</sup> ! Ce que Francis Wurtz, actuel député européen, explicite de la façon suivante : « Je voudrais particulièrement insister, à cet égard, sur un fait crucial : le moment n'est pas venu de chercher des candidatures communistes dans les circonscriptions ! Alors qu'à ce stade nous ne savons absolument pas quelles seront la largeur et la diversité du rassemblement, des démarches précipitées seraient sources de malentendu à éviter à tout prix<sup>16</sup>. »

Les raisons politiques de chercher à rassembler la gauche de la gauche sur des listes « ouvertes » se doublent à vrai dire de raisons beaucoup plus prosaïques, liées au changement du mode de scrutin en 2004<sup>17</sup>. Il faut en effet 6 à 7 % des voix pour espérer un siège dans les circonscriptions les plus peuplées et au moins 10 % dans les autres. Ce qui veut dire que, ce mode de scrutin aidant, il n'y a guère que les têtes de ces listes qui ont des chances d'être élues, à condition par ailleurs qu'elles soient soutenues par un ensemble plus large que leur propre parti. Sauf à admettre, ce qui serait en un sens renouer avec une des illusions de la récente élection présidentielle, que les rapports de force évolueront suffisamment pour qu'un « score à deux chiffres » soit accessible à ces listes.

## Et maintenant ?

Au-delà des réactions des groupes divers se réclamant de la gauche de gauche, la création du Parti de gauche interroge. Est-ce seulement un parti de plus, voire, comme l'écrit un internaute<sup>18</sup>, une pierre dans le jardin du NPA, lui-même en cours de construction ? Faut-il y voir au contraire une base possible pour le « cadre permanent pour faire front », que les signataires de l'appel de Politis<sup>19</sup> voudraient voir émerger ? Ou de la « fédération de forces et de citoyens qui commencerait à préfigurer un regroupement d'une gauche de transformation sociale et écologique », première étape vers « une force politique nouvelle », comme le proposent les Communistes unitaires, les Collectifs unitaires, les Alter Ekolo, Écologie solidaire et les Alternatifs ?

Ce qui mobilise plus particulièrement les divers collectifs et celles et ceux qui n'adhèrent à aucun de ces partis, c'est l'espoir de renouer avec la période 2004-2005, celle de la bataille du référendum sur projet de traité constitutionnel européen. Elle est devenue en très peu d'années une référence quasi mythique. Il n'est donc pas si étonnant que la nouvelle échéance européenne, les élections de juin 2009, remette en mouvement toute la mécanique des « constructions unitaires », d'autant que les mécanos sont restés à peu près les mêmes. Ces élections sont une sorte de catalyseur, bien plus que les autres élections intervenues depuis. Cette mise en mouvement à gauche présente cependant, par sa nature même, le risque de voir la question du « quoi faire ? » reléguée derrière celle du « comment faire ? ». Ce qui renouerait aussi avec ce qui manquait le plus cruellement au processus de 2005 : un projet, au-delà du non au référendum.

Les communistes unitaires voient avec ces élections l'occasion d'enclencher « une dynamique du type de celle de 2005, sous la forme d'un front des forces et des citoyennes qui voudront y participer, qui pourrait constituer l'événement politique majeur de l'année 2009 ». Mais des groupes dont les élections ne constituent pas en principe la référence principale partagent ce point de vue. On peut lire ainsi dans la déclaration de principe adoptée le 11 octobre 2008 lors de la réunion nationale des signataires de l'appel

qui est d'ailleurs l'effet recherché (de l'ordre de 10 % en moyenne, 7 % là où il y a le plus de sièges). Le PCF a donc dû se contenter de... deux sièges en métropole en 2004, dans les circonscriptions où le nombre d'élus était de 12 et 14 (Nord-Ouest et Île-de-France), les listes LCR-LO n'en obtenant aucun.

18. Plusieurs listes de diffusion « de l'Altergauche », des « Collectifs unitaires », etc. existent à côté de celles des formations politiques citées dans cet article. La création du Parti de gauche y a été largement commentée, de façon souvent moins positive, les intervenants n'étant pas les mêmes, que les réactions notées ici.
19. Voir : <http://www.politis.fr/L-alternative-a-gauche-organisons,3708.html>

lancé à l'initiative de Politis, : « [...] À huit mois des élections européennes, l'assemblée des signataires considère qu'il serait incompréhensible que les forces antilibérales, celles-là mêmes qui ont mené en commun la bataille victorieuse du référendum du 29 mai 2005, ne s'expriment pas en commun à l'occasion de cette échéance. » Pour le M'PEP<sup>20</sup>, « des listes unitaires de la gauche de gauche aux élections européennes seraient une immense source d'espoir. Elles pourraient créer la surprise ».

C'est d'ailleurs quasi exclusivement sur ce terrain que la première rencontre entre le PCF et le Parti de gauche a eu lieu. Certes, il s'agissait d'inaugurer une « relation profonde de partenariat ». Ce qui, pour qui en douterait, est explicité plus loin : « Partenariat car le Parti de gauche comme le PCF constituent deux partis distincts, qui reconnaissent et respectent leurs identités spécifiques. » Mais l'essentiel est dans l'annonce de la convergence sur l'appréciation des élections européennes et la volonté de « s'engager ensemble dans la construction d'un front de gauche pour une autre Europe démocratique et sociale, contre la ratification du Traité de Lisbonne et les traités européens actuels »<sup>21</sup>. Le front n'est pas un tête à tête et s'adresse à « tous ceux qui veulent s'impliquer dans cette élection et qui partagent ses orientations ». Ce qui fait craindre qu'on ne retrouve ici une attitude qui était coutumière au PCF au temps, après tout pas si lointain, où il était en mesure de rassembler autour de lui plutôt que de se rassembler avec d'autres. La nuance a son importance quand on lit plus loin que le front est ouvert à « tous les *partis* qui se sont engagés dans la bataille du non de gauche contre le projet de Traité constitutionnel européen » et qu'est souhaitée « notamment la participation du NPA, du MRC, des Alternatifs ».

Ce qui laisse augurer des relations difficiles, au moment de la question de la constitution des listes par exemple, avec les groupes et appels qui considèrent que l'avenir de la gauche de la gauche est dans des regroupements qui, sans ignorer les partis, recherchent des formes d'organisation nouvelles. ■

20. Le M'PEP, Mouvement politique d'éducation populaire, a été fondé en mai 2008. Voir son site : <http://www.m-pep.org/>

21. Rencontre Parti de gauche/Parti communiste du 18 novembre, *Une rencontre dynamisante et stimulante*.